

déconcertant du problème réside dans la persistance des disparités régionales de chômage au Canada.

Voilà la contradiction et la condamnation de ce qui a été dit aujourd'hui, quant à la politique ou aux initiatives du gouvernement pour créer des emplois.

Ce qu'on peut lire à la page 7 est significatif:

En outre, la possibilité d'une inflation de plus en plus grande subsistera si le public et ses représentants élus adoptent une vision trop optimiste du degré auquel cet intervalle critique de chômage a été abaissé.

Je voudrais donc faire appel, monsieur le président, à la raison et au réalisme.

Enfin, je voudrais citer une dernière phase; il s'agit d'une condamnation du coupable. On peut lire à la page 12, et je cite:

Puisque les gouvernements sont responsables de la gestion globale de l'économie, il est clair que s'ils permettent tout gonflement excessif de la demande, ils doivent en assumer la responsabilité, quel que soit le rôle direct des dépenses publiques en tant que telles.

Monsieur le président, voilà quelque chose qui devrait nous amener à réfléchir.

J'ai dit que je ne parlerais pas longtemps. Je voulais simplement rappeler à mes collègues qu'ils ont tous reçu aujourd'hui cette publication, dans les deux langues officielles, et qu'il faut comprendre que le problème des jumeaux, comme on l'appelle, celui du chômage et de l'inflation, continue à persister, malgré les 578 millions de dollars accordés en vertu du programme spécial du gouvernement pour la création d'emplois, malgré les initiatives et les efforts qu'il a faits en ce sens.

Le gouvernement a fait fausse route et, aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il est dans l'erreur, qu'il s'est trompé de voie, parce qu'il a favorisé l'accroissement de la production, alors que celle-ci s'élève à 100 milliards de dollars, selon les nouvelles publiées aujourd'hui dans un quotidien montréalais. Le problème n'existe pas au niveau de la production, mais à celui de la capacité des Canadiens de l'écouler.

Je l'ai dit et je le répète, monsieur le président: le problème, au Canada, n'en est pas un de production ou de création d'emplois, mais de consommation. Il faut que les Canadiens aient assez de pouvoir d'achat pour se procurer les produits disponibles.

Le pouvoir d'achat global, le revenu total des Canadiens, est de 67 milliards de dollars, et le produit national brut, de 100 milliards. Comment est-il possible d'acheter une production de 100 milliards avec 67 milliards? Cela est mathématiquement impossible, monsieur le président, et tant et aussi longtemps que le gouvernement continuera à accumuler les sommes d'argent pour accroître ces 100 milliards de dollars et qu'il ne consentira pas à consacrer autant d'efforts pour accroître le pouvoir de consommation, il se retrouvera toujours dans la situation dans laquelle il se trouve présentement.

En fin de semaine, monsieur le président, l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) a dit, à Cabano, devant 2,000 personnes, qu'il ne pouvait pas répondre à leurs demandes quant à l'établissement d'une usine de transformation des pâtes et papiers. Il leur a dit qu'il n'était pas certain, selon les études dont il disposait, que ces seuls produits se vendraient sur le marché. Pourtant, c'est ce même gouvernement qui demandait à ces ouvriers d'investir et de fonder cette industrie pour remplacer l'entreprise Irving.

[M. Fortin.]

Monsieur le président, aujourd'hui, le gouvernement dit: On ne peut pas vous aider, parce qu'on n'est pas certain. Pourquoi le gouvernement n'est-il pas certain? Il est certain que les ouvriers sont capables de travailler, que les produits, que la machinerie existent. Les ouvriers ont même utilisé leurs économies de \$700,000 pour investir dans cette nouvelle société. Le gouvernement n'est pas assuré que les produits pourront se vendre sur le marché canadien.

Si, monsieur le président, le problème ne réside pas dans le cœur des ouvriers de Cabano, dans la machinerie, dans les «pâtes et papiers», mais, de toute évidence, comme l'a dit le ministre, dans la demande, pourquoi alors ne pas investir dans la demande autant que dans la production, comme il le fait depuis trois ans?

Monsieur le président, il n'existe pas deux chemins à emprunter. Encore récemment, le gouvernement annonçait la vente d'obligations pour une somme de 400 millions de dollars, en demandant aux Canadiens d'investir dans leur pays. Voici ce qui est le plus attristant et, d'une certaine façon, formidable: le gouvernement procède à cette vente d'obligations de 400 millions de dollars strictement pour payer les obligations maintenant échues. Cela signifie que toute la politique de financement du gouvernement consiste à emprunter pour payer ses vieilles dettes, de sorte que la dette du pays, celle des provinces et celle des individus continuent à s'accroître.

Par conséquent, quels que soient les millions que le gouvernement lancera à droite et à gauche pour se donner bonne conscience, il restera que la pauvreté continuera à s'accroître au Canada, que les inégalités régionales seront toujours une réalité affreuse, que ces programmes ne seront que des emplâtres sur des petits bobos, sur ceux qui paraissent le plus, mais, de toute évidence, quant au mal profond qui cause ces petits bobos à fleur de peau, on ne s'y attaque jamais.

Monsieur le président, nous, du Crédit social, ne voulons pas faire de politique en prenant davantage du temps de la Chambre sur cette question. Je demande à mes collègues de réfléchir sérieusement sur le fait que le gouvernement, après quatre ans de pouvoir, après avoir institué des commissions, dont une, aujourd'hui, le condamne, après avoir encouragé la production, pour enrayer l'inflation et le chômage, a essuyé un échec complet.

On verse plusieurs millions de dollars aux Canadiens pour tenter de réduire le chômage et l'inflation. Si l'on est de bonne foi au Parlement, donnons donc la chance aux Canadiens de participer réellement à l'essor économique de leur pays, pour qu'ils puissent ensuite participer à son essor social, en donnant aux Canadiens ce qui manque pour écouler la production qu'on veut tant accroître, c'est-à-dire l'écart illogique et inacceptable entre le revenu national total et le produit national brut. Le jour où le gouvernement aura compris cela, nous aurons éliminé les disparités régionales d'un océan à l'autre, car nous aurons donné à chaque Canadien, quelle que soit sa langue, une chance égale de participer réellement à l'essor économique de son pays.

En terminant mes remarques, je signalerai que la motion présentée par les conservateurs progressistes blâme le gouvernement de n'avoir pas augmenté suffisamment la production. Cette motion me fait rire, car les conservateurs progressistes blâment aujourd'hui les libéraux de ne pas faire ce qu'eux-mêmes ont négligé de faire, et ils se lancent la pierre les uns aux autres.

J'espère que dans un avenir rapproché on aura vraiment apporté des solutions en cette enceinte, plutôt que de